

Dans deux ans, les Russes exporteront des porcs

La Russie produit de plus en plus de porcs alors même que ses habitants en consomment moins ces dernières années. Résultat : le pays importe moins et a même l'intention d'alimenter les marchés asiatiques.

Entretien



Patrick Hoffman, fondateur d'Otrada Gen, une entreprise d'élevage porcin franco-russe.

Les producteurs de porcs français ont-ils des raisons de se plaindre de l'embargo russe ?

Il perturbe effectivement les marchés européens à court terme. En réalité, il soulève un problème qui se serait de toute façon posé dans un an ou deux. Il a un effet d'accélérateur. Quand on prétend que cet embargo est la source des maux que connaissent les producteurs de porcs bretons, on les trompe. Simplement, l'organisation de la filière porcine en France est dépassée, à cause de son refus d'industrialisation et des luttes entre coopératives. L'embargo russe n'est qu'un épiphénomène. Un mouvement de fond a déjà été enclenché.

Autrement dit ?

La Russie va atteindre l'autosuffisance en production porcine dès l'an prochain. Alors qu'elle était programmée pour 2019 ou 2020. Une des raisons, c'est que la consommation intérieure russe a baissé depuis 2013, début de cette crise économique, en lien avec l'effet combiné de la chute des prix du pétrole et des troubles en Ukraine. Or, la production porcine russe ne cesse de progresser depuis quinze ans.

Au début des années 1990, le secteur agricole russe s'était effondré en même temps que l'Union soviétique. Mais en 2005, le ministre de l'Agriculture de l'époque déclarait l'année du porc. Depuis, la production ne cesse de progresser en s'inspirant du modèle américain. Une vingtaine de gros acteurs contrôlent le marché et les concentrations vont se poursuivre.



En quelques chiffres, ça donne quoi ?

La consommation intérieure russe s'élève à environ 3,5 millions de tonnes. Côté production, la Russie enregistrait 3 millions de tonnes en 2015, contre 2,5 millions en 2012. Les importations sont donc en baisse : elles sont passées de 1 million de tonnes à 200 000 tonnes, alors qu'il y a encore deux ans, la Russie était, avec le Japon, le plus grand importateur de viande porcine. Avec l'embargo, les Danois et les Allemands, traditionnellement les gros exportateurs vers la Russie, ont été délogés par les Brésiliens. Et cette production se retrouve sur le marché européen, et en partie en France. D'où les problèmes...

L'autosuffisance russe est donc pour bientôt. Les exportations ensuite ?

La Russie vise les marchés chinois, japonais et coréens du Sud en 2018. Le groupe agroalimentaire Rusagro est en train d'installer de gros centres de production porcine et de poulet à la frontière chinoise. La Russie peut dominer le monde par son agriculture. C'est le pays où il y a la plus grande surface arable au monde. Tous les voyants sont au vert.

Recueilli par
Marc PENNEC.



En Russie, la production de porc ne cesse de progresser.

Otrada Gen produit 200 000 porcs par an

L'entreprise de production porcine Otrada Gen, que Patrick Hoffman dirige, se situe à Lipetsk, en Russie, à environ 500 km au sud de Moscou. Le Français a créé son affaire en 2005, au moment où l'État russe lançait un programme de soutien à l'industrie du porc. L'entreprise, florissante, produit 200 000 têtes par an, dont 60 000 reproducteurs, selon un modèle intégré avec fermes, 12 000 ha de terres, des silos de stockage, une usine d'aliments et, depuis quelques mois, le premier magasin d'une chaîne de distribution.



Le gigantisme des bâtiments d'élevage d'Otrada Gen.

Le Canada s'offre une tranche européenne

L'accord de libre-échange conclu avec l'Union européenne, lui permet d'exporter 75 000 t de viande sans droits de douane.



Ces nouvelles mesures ont été décidées dans le cadre du Ceta, l'Accord économique et commercial global.

Il a été ratifié dans la douleur à la fin du mois d'octobre. Jusqu'au dernier moment, les Wallons ont bataillé avec la Commission européenne pour obtenir plus de transparence ainsi que des clauses protégeant les consommateurs mais aussi les éleveurs européens. « **Toutes ces négociations se font sans échanges avec les professions respectives,** regrette le président de la Fédération nationale porcine (FNP), Paul Auffray. **Comme d'habitude, l'agriculture fait partie des sacrifiés, surtout la viande** », estime le producteur de porc breton.

Prix toujours plus bas pour l'export

Selon lui, « **les contingents négociés dans le cadre du Ceta sont de petits volumes, mais vont peser sur les prix** ». Il constate plus généralement que « **l'Europe exporte à des prix toujours plus bas, à part lors de courtes périodes comme on vient de les connaître. Et cela contribue à peser sur les cours européens** ».

Concrètement, les Canadiens ont obtenu de pouvoir exporter chaque année vers l'Union européenne

75 000 tonnes de viande de porc sans avoir à verser de droits de douane. En dépit des interrogations du monde agricole, la Commission européenne affiche son optimisme et multiplie les accords bilatéraux. Si celui avec les États-Unis est menacé depuis l'élection de Donald Trump, d'autres sont en cours de négociation (Mercosur, Japon, Thaïlande, Indonésie) ou en phase de modernisation (Turquie, Mexique).

Pour Phil Hogan, le commissaire européen à l'Agriculture, « **les perspectives sont très prometteuses** » pour les produits laitiers, le fromage ainsi que le porc. Un point de vue qui s'appuie sur un rapport rédigé à la suite de la demande des ministres de l'Agriculture européens. Mais certains de nos voisins (Espagne, Allemagne, Danemark) sont mieux armés pour faire face à ces nouvelles concurrences. Plus segmentée et qualitative, leur offre commerciale est mieux à même de résister à ces accords de libre-échange.

Patrice MOYON.